

Le gouvernement Philippe dit vouloir améliorer le quotidien des personnes handicapées

Paris, 20 sept. 2017 (AFP) -

Revalorisation exceptionnelle de l'allocation pour adultes handicapés, volonté de mieux accompagner la scolarisation ou l'accès à l'emploi: Édouard Philippe a présenté mercredi la feuille de route du gouvernement, censée améliorer le quotidien des personnes handicapées, mais les associations ont été déçues.

Comme prévu, la principale annonce du premier comité interministériel du handicap (CIH) du quinquennat a été la revalorisation exceptionnelle de l'Allocation adulte handicapé (AAH), qui s'ajoutera aux hausses effectuées chaque année en avril pour tenir compte de l'inflation.

Cette allocation versée à environ un million de bénéficiaires passera de 810,89 euros par mois actuellement pour une personne seule à 860 euros au 1er novembre 2018, et 900 euros au 1er novembre 2019.

Cette revalorisation de 11%, conforme à l'engagement pris pendant la campagne par Emmanuel Macron, se fera donc en deux temps. Il faut "tenir compte des contraintes budgétaires", a justifié le Premier ministre lors d'une conférence de presse, aux côtés de la secrétaire d'Etat en charge du handicap, Sophie Cluzel.

Il a vanté une hausse "massive" qui représente "un effort supplémentaire de 2 milliards d'euros sur le quinquennat".

Une "douche froide", a cependant réagi la Fnath (accidentés de la vie) dans un communiqué, devant les "14 mois à attendre".

Une pétition ayant recueilli plus de 140.000 signatures sur change.org demandait "une AAH au minimum au niveau du seuil de pauvreté", proche de 1.000 euros par mois.

L'Association des Paralysés de France (APF) a estimé auprès de l'AFP qu'"avec la nouvelle façon de prendre en compte les revenus du conjoint, un quart des bénéficiaires vont voir leur AAH baisser".

En effet, selon le dossier de presse, "les règles d'appréciation des revenus des bénéficiaires de l'AAH vivant en couple seront rapprochées en deux temps de celles des autres minima", tels les bénéficiaires du RSA, moins avantageuses. Matignon affirme toutefois que l'impact de cette mesure sera "neutralisé" par la hausse de l'AAH.

"Le gouvernement va prendre d'une main ce qu'il donne de l'autre", a protesté la Fnath.

En outre, selon l'APF, "240.000 personnes vont perdre 70 euros par mois avec la fusion" de deux autres prestations, la majoration pour vie autonome et le complément de ressources.

Balayant d'avance les déceptions, Édouard Philippe a insisté sur les autres sujets abordés lors de ce comité pour "améliorer la vie de tous les jours" des personnes handicapées: accueil et accompagnement tout au long du "parcours" de la crèche à l'université, insertion professionnelle, logement, accès aux soins et à la prévention, aux sports et à la culture.

"Des progrès ont déjà été réalisés" mais "on peut faire mieux", a-t-il assuré. Insistant sur l'implication de tous les membres de son gouvernement, il a affirmé qu'"aucun ministère", "aucune personne publique", ne peut "se dispenser de participer à l'effort".

- 4e plan autisme début 2018 -

Dans la perspective des jeux Olympiques de Paris en 2024, il a souligné que SNCF Réseau s'est engagé à investir 870 millions d'euros dans l'accessibilité des transports.

Affichant sa volonté d'éviter les "ruptures" dans les parcours scolaires, le chef du gouvernement a annoncé la création de 250 classes Ulis (unités localisées pour l'inclusion scolaire, au nombre de 8.600 actuellement) dans les lycées pendant le quinquennat.

L'enseignement supérieur mobilisera "1.000 services civiques dès 2018, et 2.000 dès 2019", pour faciliter l'intégration des étudiants handicapés.

M. Philippe a estimé que la loi de 1987, qui a instauré l'obligation pour les entreprises publiques et privées d'employer 6% de travailleurs handicapés, n'avait pas donné des résultats satisfaisants. "Nous devons nous interroger sur la pertinence du dispositif et la façon dont on peut relancer l'insertion professionnelle".



PAYS :France
SURFACE :101 %
PERIODICITE :Quotidien



► 20 septembre 2017 - Edition Fil Eco

Concernant le logement, il a affiché l'ambition d'"atteindre l'objectif de 100% de logements adaptables" au handicap dans les constructions neuves.

Il a par ailleurs assuré que des budgets seraient fléchés, sous forme de subventions aux collectivités territoriales, pour améliorer l'accessibilité des lieux recevant du public.

Le Premier ministre a confirmé qu'un 4e plan autisme serait dévoilé "début 2018" et qu'une conférence nationale du handicap se tiendrait en mai 2018.

paj/ao/cj

Afp le 20 sept. 17 à 17 22.